

**Nations unies - Arria sur le
Venezuela - Intervention prononcée
par M. Antoine Michon, conseiller
politique à la Représentation
permanente de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 10 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je voudrais aussi remercier nos deux intervenants pour leur présentation sur la situation au Venezuela. Au-delà de la question de la corruption qu'ils ont décrit avec précision, je voudrais aussi revenir sur la crise vénézuélienne dans son ensemble et sur les mesures urgentes à prendre afin d'y remédier.

Le Venezuela connaît en effet aujourd'hui une véritable tragédie. Un des pays pourtant les plus riches d'Amérique latine en termes de ressources naturelles est confronté à ce qui est la plus importante crise migratoire de son histoire moderne et d'Amérique Latine. 1,6 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2016 et ces chiffres placent le Venezuela parmi les plus graves crises migratoires actuelles derrière la Syrie et l'Afghanistan, ce qui donne une idée de l'échelle. Et les conséquences migratoires de cette crise affectent bien entendu l'ensemble des pays d'Amérique latine et exposent en particulier les pays frontaliers à un risque réel de déstabilisation. Je pense ici notamment à la Colombie et à son processus de paix auquel ce Conseil aura prochainement l'occasion de renouveler son appui.

Cette descente aux enfers du peuple vénézuélien est le résultat d'une politique économique qui ruine le pays et qui place le Venezuela parmi les pays les plus corrompus au monde selon "Transparency International". Ce système corrompu est clairement l'un des facteurs de la crise actuelle en ce qu'il contribue à fragiliser tant la sécurité que le développement économique et social du pays. Et ces mêmes autorités qui profitent de la corruption, comme cela a été décrit avec abondance de détails, refusent aujourd'hui l'aide internationale qui est offerte à leur population en détresse.

Cette crise résulte aussi de la violation par le pouvoir vénézuélien des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Et comme nous l'annoncions en mai dernier, les élections qui ont été organisées sans tenir compte des exigences démocratiques ont aggravé la crise politique, économique et humanitaire. Dans ce contexte, je souhaiterais insister sur trois messages :

1/ La France appelle les autorités de Caracas à libérer tous les prisonniers politiques ; à respecter la constitution du Venezuela et les principes élémentaires de la démocratie et des droits de l'Homme ; et à rechercher enfin, de concert avec l'opposition, une issue pacifique et négociée à la crise.

2/ Nous exhortons les autorités vénézuéliennes à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à la catastrophe migratoire. Ceci implique, dans l'immédiat, que cette crise soit reconnue comme telle et que le gouvernement vénézuélien participe aux efforts de coordination régionale pour y répondre. Je pense en particulier aux initiatives du Pérou et de la Colombie, dans le cadre du comité andin des autorités de migration, ainsi qu'à l'initiative de l'Equateur qui a organisé récemment un sommet à Quito sur ce sujet. Je tiens ici à saluer l'action du Haut-commissariat pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations.

3/ Enfin, le troisième point sur lequel je souhaiterais insister porte sur l'accès au territoire vénézuélien. Il est fondamental que les organisations internationales et régionales, au premier rang desquelles les Nations unies, soient autorisées à intervenir rapidement pour permettre à la population vénézuélienne d'accéder à l'aide humanitaire. Il ne s'agit nullement d'"ingérence étrangère", mais bien de venir en aide de toute urgence à des Vénézuéliens qui sont privés de nourriture et de soins.

Madame la Présidente,

Depuis le début de cette crise, la France a démontré son engagement à promouvoir une solution pacifique et négociée à la crise vénézuélienne. En attendant la résolution politique de cette crise, la France se tient aux côtés du peuple vénézuélien et des Etats d'Amérique latine afin de remédier aux conséquences de la crise humanitaire à laquelle ils sont confrontés. Elle vient de le montrer en apportant son aide aux réfugiés vénézuéliens en Colombie et au Brésil et elle poursuivra cet effort. La France plaide également pour une implication plus forte de la communauté internationale et en particulier du système onusien, dans la recherche d'une solution à la crise et dans la coordination de notre réponse à la crise humanitaire et migratoire.

Je vous remercie./.